

Présenté par
Valérie PÉCRESSE
Présidente du conseil régional
d'Île-de-France

**PARTICIPATION À LA PROTECTION SOCIALE COMPLÉMENTAIRE DES AGENTS DE LA RÉGION
APPROBATION DE CONVENTIONS AU TITRE DE LA COMPLÉMENTAIRE SANTÉ**

Sommaire

EXPOSÉ DES MOTIFS	3
PROJET DE DÉLIBÉRATION	4
ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION	7
Annexe 1 : Convention d'adhésion à la convention de participation au titre de la complémentaire santé 2024 - 2029 avec le Groupe VYV	8
Annexe 2 : Convention de mutualisation avec le CIG de la Grande couronne au titre de la complémentaire santé	14

EXPOSÉ DES MOTIFS

La protection sociale complémentaire (PSC) a pour but de venir en addition de la protection sociale accordée par le régime général de la sécurité sociale.

L'ordonnance n° 2021-175 du 17 février 2021 relative à la protection sociale complémentaire dans la fonction publique vient modifier les règles de participation des employeurs des trois versants de la Fonction Publique à la protection sociale complémentaire de leurs agents, c'est-à-dire leur mutuelle santé d'une part, et leur complémentaire prévoyance (« garantie maintien de salaire ») d'autre part.

Le décret n° 2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement impose aux employeurs à compter du 1er janvier 2026 de participer à hauteur de 50% au coût d'adhésion à une mutuelle santé offrant un panier de prestations minimal de 30 € brut, soit une participation minimale de 15 € brut.

La convention de groupe que la Région a signée, par délibération CP 17-345 du 5 juillet 2017, avec Harmonie Mutuelle (Groupe VYV) par l'intermédiaire du CIG Grande Couronne depuis 2018, prend fin au 31/12/2023.

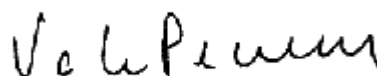
A l'issue de l'appel d'offres qu'il a lancé, le CIG propose la signature d'une nouvelle convention d'adhésion : convention de participation au titre de la complémentaire santé (mutuelle) avec le Groupe VYV (le prestataire restant Harmonie Mutuelle).

Compte tenu de la volonté réaffirmée de la collectivité territoriale d'agir pour la préservation de la santé des agents, et des effets de l'inflation sur leur pouvoir d'achat, il est proposé d'accompagner ce renouvellement de la convention d'une revalorisation de la participation régionale.

Ainsi, les agents dont l'indice majoré est inférieur à 405 verront la contribution de la Région (hors bonifications enfant et bénéficiaire de l'obligation d'emploi) passer de 17,72 € bruts à 35€ bruts ; les agents se situant autour du salaire médian percevront 16€ au lieu de 8,86€, et les agents percevant les salaires les plus élevés 15€ (obligation réglementaire) au lieu de 5,54€.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**



VALÉRIE PÉCRESSÉ

PROJET DE DÉLIBÉRATION

DU 21 SEPTEMBRE 2023

PARTICIPATION À LA PROTECTION SOCIALE COMPLÉMENTAIRE DES AGENTS DE LA RÉGION

APPROBATION DE CONVENTIONS AU TITRE DE LA COMPLÉMENTAIRE SANTÉ

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU la Directive 2014/24/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 février 2014 sur la passation des marchés publics,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code Général de la Fonction Publique,

VU le Code des Assurances, de la Mutualité et de la Sécurité Sociale,

VU la loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique,

VU l'ordonnance n° 2021-175 du 17 février 2021 relative à la protection sociale complémentaire dans la fonction publique,

VU le décret n° 2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement,

VU le décret n° 2011-1474 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents,

VU la circulaire n°RDFB12207899C du 25 mai 2012 relative aux participations des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à la protection sociale complémentaire de leurs agents,

VU la délibération n°CP 2017-455 du 20 septembre 2017 relative à la participation à la protection sociale complémentaire des agents de la Région ;

VU la délibération n° CR 2021-039 du 2 juillet 2021 modifiée portant délégations d'attribution du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n°2023-26 du Conseil d'Administration du CIG en date du 07 juillet 2023 relative au choix des attributaires et autorisant le Président à signer les conventions de participation Prévoyance et Santé 2024-2029 ainsi que tous les documents contractuels y afférent,

VU l'avis du Comité Social Territorial en date du 14 septembre 2023 ;

VU l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

VU le rapport n°CP 2023-358 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide d'accorder sa participation financière aux fonctionnaires titulaires et stagiaires ainsi qu'aux agents contractuels de droit public et de droit privé en activité pour le risque santé c'est-à-dire les risques d'atteinte à l'intégrité physique de la personne et la maternité :

1. Pour ce risque, la participation financière de la collectivité sera accordée exclusivement au contrat référencé pour son caractère solidaire et responsable par le CIG Grande couronne d'Ile-de-France.
2. Pour ce risque, le niveau de participation sera fixé comme suit :

Indice majoré	Montant de prise en charge brut mensuel par agent	Participation mensuelle brute / Enfant	Bonification mensuelle brute BOE ¹
IM <405	35€	+ 6€/ enfant limité à 18€ pour 3 enfants et +	+ 8 €*
IM entre 405 et 699	16€	+ 2€ pour 1 enfant + 6 € pour 2 enfants + 12 € pour 3 enfants et +	+ 4 €
IM ≥ 700	15€	1€ par enfant dans la limite de 3 enfants	+ 2,5€

* Agents BOE seuls option 1 d'assurance : bonification 1€ brut. Le reste à charge ne peut pas être négatif.

Article 2 :

Prend acte que l'adhésion à la convention de participation avec l'opérateur par le Groupe VYV donne lieu à une contribution aux frais de gestion du Centre Interdépartemental de gestion de la Grande Couronne d'Ile-de-France d'un montant annuel de :

- 3 200 € pour l'adhésion aux deux conventions (prévoyance et santé), pour une collectivité de + de 2 000 agents.

Article 3 :

La délibération n°CP 2017-455 du 20 septembre 2017 est abrogée à compter du 1^{er} janvier 2024.

Article 4 :

Autorise la Présidente du Conseil Régional à signer la convention d'adhésion à la convention de participation au titre de la complémentaire santé (mutuelle) avec le Groupe VYV, figurant en annexe 1 à la présente délibération, et tout acte en découlant.

Article 5 :

Autorise la Présidente du Conseil Régional à signer la convention de mutualisation avec le

Centre interdépartemental de gestion de la Grand Couronne d'Ile-de-France, au titre de la complémentaire santé (mutuelle), figurant en annexe 2 à la présente délibération.

Article 6 :

Impute les dépenses relatives aux prestations sociales sur le chapitre budgétaire 930 « services généraux », code fonctionnel 021 – « personnel non ventilé », programme HP 021-010 – « frais de personnel » action 10201002 « Œuvres sociales », chapitre 930 « services généraux », code fonctionnel 020 – « Administration générale de la collectivité », programme HP 020-003 – « Dépenses associées au personnel » action 10200305 « Autres dépenses de personnel » et sur le chapitre budgétaire 932 « Enseignement, formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 222 – « lycées publics », programme HP 222-009 – « Dépenses associées aux agents des lycées » action 12200903 « Œuvres sociales ».

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**

VALÉRIE PÉCRESSE

ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION

**Annexe 1 : Convention d'adhésion à la convention de
participation au titre de la complémentaire santé 2024 - 2029
avec le Groupe VYV**

ANNEXE 1



CENTRE INTERDÉPARTEMENTAL DE GESTION DE LA GRANDE COURONNE DE LA RÉGION D'ÎLE-DE-FRANCE

CONVENTION D'ADHESION A LA CONVENTION DE PARTICIPATION A LA PROTECTION SOCIALE COMPLEMENTAIRE 2024-2029

SOUSCRITE PAR LE CIG GRANDE COURONNE POUR LE RISQUE SANTE AUPRES DU GROUPE VYV

ENTRE

Le Centre Interdépartemental de Gestion de la grande couronne de la région d'Ile de France, représenté par son Président agissant en vertu de délibération n°2023-26 du Conseil d'administration du 07 juillet 2023.

Ci-après désigné « le CIG »

ET

Le Conseil Régional d'Île-de-France, représentée par sa Présidente, Madame Valérie Pécresse, habilitée à signer la présente convention en vertu d'une délibération prise en date du 21 septembre 2023.

Ci-après désignée « la collectivité »

ET

Le groupe VYV représenté par Monsieur Rodolphe SORIN (Directeur département marchés publics VYV)

Ci-après désigné « l'opérateur »

PRÉAMBULE

La compétence des centres de gestion en matière de protection sociale complémentaire était initialement fixée par l'article 25 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, qui a été successivement modifiée par la loi n°2007-209 du 19 février 2007 relative à la fonction publique territoriale, puis par la loi n°2009-972 du 19 août 2007 relative à la mobilité. L'ordonnance n° 2021-175 du 17 février 2021, prise en application de la loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique, renforce le rôle des centres de gestion dans le cadre de la protection sociale complémentaire.

Le décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011 a fixé une procédure spécifique de mise en concurrence pour la mise en place de convention de participation qui permet de sélectionner des contrats ou des règlements en fonction de la solidarité qu'ils garantissent à leurs bénéficiaires, procédure définie au chapitre II du décret.

Le centre de gestion a lancé la procédure de convention de participation conformément au décret du 8 novembre 2011.

Les collectivités et établissements publics du ressort du CIG peuvent adhérer à cette convention de participation sur délibération de leur exécutif, après consultation de leur Comité Social Territorial.

Dans le cadre de cette procédure, le CIG a souscrit une convention de participation pour le risque Santé auprès Du groupe VYV pour une durée de six (6) ans prenant effet le 1er janvier 2024 pour se terminer au 31 décembre 2029 (avec une possibilité de prorogation d'une année conformément à l'article 19 du décret n° 2011-1474).

VU l'avis du Comité Social Territorial de la collectivité en date du 14 septembre 2023

IL EST CONVENU CE QUI SUIV

Article 1 : Objet de la convention d'adhésion

Cette convention permet au Conseil Régional d'Île-de-France d'adhérer à la convention de participation qui lie le CIG et l'opérateur et qui définit les conditions d'adhésion individuelle des agents des collectivités ayant donné mandat au CIG, à un contrat garantissant le risque « Santé ». La convention de participation entre le CIG et l'opérateur fixe le cadre contractuel du contrat collectif à adhésion facultative et les conditions d'adhésion individuelle des agents.

La présente convention d'adhésion a pour objet de permettre aux agents de la Collectivité de souscrire un contrat garantissant le risque « Santé » auprès de l'opérateur et de bénéficier de la participation financière de la collectivité à ce contrat, dans les conditions votées par l'organe délibérant.

Article 2 : Durée et prise d'effet du présent contrat

La présente convention prend effet à compter du : 01/01/2024.

Elle prend fin à l'issue de la convention de participation du CIG, soit au 31 décembre 2029 au plus tard.

Elle peut être prorogée pour des motifs d'intérêt général pour une durée ne pouvant excéder un (1) an pour se terminer au 31 décembre 2030.

Article 3 : Participation financière de la Collectivité

La participation financière de la collectivité constitue une aide à la personne, sous forme d'un montant unitaire par agent, et vient en déduction de la cotisation ou de la prime due par les agents.

La participation financière de la collectivité bénéficiant au personnel éligible est conforme au minima défini par le décret n° 2022-581 du 20 avril 2022 à savoir 15€ brut par mois par agent.

A compter du 1^{er} janvier 2026, conformément à l'article 6 du décret n° 2022-581 du 20 avril 2022 la participation mensuelle des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement, pour chaque agent, des garanties Santé ne peut être inférieure à la moitié d'un montant de référence, fixé à 30 euros.

Article 4 : Modalités de gestion

4.1. Adhésion des agents

Le contrat concerne les fonctionnaires et agents de droit public et de droit privé, selon les modalités prévues par la convention de participation et ses annexes.

L'opérateur garantit le paiement pour chaque agent adhérent des prestations définies en dans la convention de participation.

La collectivité communique à l'opérateur toutes les informations nécessaires permettant la prise d'effet des garanties dans le délai convenu.

4.2. Suivi du contrat

Avant chaque 31 janvier, la collectivité fournit à l'opérateur :

- Un état nominatif du personnel ayant souscrit les garanties, en activité à la date d'effet de la convention d'adhésion indiquant pour chaque intéressé, ses nom, prénom(s), date de naissance, situation de famille.
- En cours d'exercice un état des entrées des nouveaux assurés.

De la même manière, en cours d'année, la collectivité adhérente informe l'opérateur des mutations survenant au sein du groupe des assurés et fournit à l'opérateur :

- Un état rectificatif du personnel indiquant les dates et le motif de départ ; seuls les départs pour démission du poste de travail, cessation d'activité, suite à un congé parental ou une mise en disponibilité pour convenance personnelle, détachement, mise à disposition, révocation, retraite ou décès peuvent faire l'objet d'une sortie en cours d'année. Les autres adhérents doivent indiquer leur intention avec deux (2) mois de préavis avant le 31 décembre de chaque année à l'opérateur¹

Article 5 : Paiement des cotisations

Les cotisations dues à l'opérateur sont payées par la collectivité adhérente par mandat administratif.

En cas d'adhésion en cours d'exercice, la cotisation est calculée au prorata temporis en mois complets avec effet du 1er jour du mois qui suit la date de demande d'adhésion.

La cotisation est précomptée sur le salaire de l'agent assuré. En aucun cas, l'agent ne verse une cotisation à l'opérateur.

Les cotisations sont prélevées mensuellement sur les traitements par la collectivité adhérente et versées à l'opérateur.

Les appels de cotisation ou de prime distinguent le montant total de la cotisation ou de la prime du montant de la participation financière de la Collectivité.

Article 6 : Révision des cotisations

L'opérateur produit annuellement les pièces justificatives nécessaires au suivi du contrat.

¹ Possibilité pour les agents d'effectuer une résiliation infra-annuelle : Dans le cadre d'un contrat collectif à adhésion facultative, l'adhérent peut mettre fin à la garantie annuellement avant le 31 octobre de l'année civile. À l'expiration du délai d'adhésion minimal de 12 mois, l'adhérent dispose en outre d'un droit de résiliation à tout moment prenant effet un mois après que la mutuelle en a reçu notification et dont les modalités et restrictions sont définies aux articles L 221-10-2 et L 221-10-3 du Code de la mutualité

Une réunion annuelle aura lieu entre l'opérateur et le CIG pour un compte rendu d'exécution du contrat dans le courant du 1er trimestre de l'exercice suivant.

Le montant et les modalités des garanties sont établis en fonction des textes législatifs et réglementaires ainsi que de la convention de participation existant à la date de prise d'effet la convention de participation.

Si ultérieurement, ces textes venaient à être modifiés, l'opérateur se réserve le droit de réviser ses conditions de garanties en accord avec le CIG.

Article 7 : Résiliation

L'opérateur est lié par la convention de participation. En cas de résiliation de celle-ci, la présente convention d'adhésion devient caduque.

Les cas de résiliation d'une convention de participation prévus par le décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents sont applicables à la présente convention d'adhésion :

Si la collectivité constate que l'opérateur ne respecte plus son engagement concernant : les conditions d'adhésion, les prestations offertes, le tarif de chacune des options, les limites âge par âge au-delà desquelles ce tarif ne peut évoluer, le degré effectif de solidarité, les moyens destinés à assurer une couverture effective des plus âgés et des plus exposés aux risques ; ou, en cas de dépassement des limites tarifaires, que celui-ci n'est pas justifié par le caractère significatif d'une aggravation de la sinistralité, d'une variation du nombre d'agents et de retraités adhérents, d'évolutions démographiques ou des modifications de la réglementation.

Dans ce cas, la collectivité dénonce le contrat après avoir recueilli les observations écrites, et le cas échéant, sur sa demande, orales de l'opérateur. Il doit lui être indiqué qu'il peut se faire assister par un conseil ou représenter par un mandataire de son choix.

La présente convention étant un contrat administratif, la collectivité peut le résilier pour un motif d'intérêt général selon les principes définis pour ces contrats, ou pour faute, même dans le silence du contrat, en dehors des cas prévus par le décret précité.

Toute décision de résiliation doit parvenir à l'opérateur avant le 30 juin.

En cas de résiliation, la Collectivité informe, dans un délai d'un mois à compter de la décision de résiliation, les adhérents des conséquences de cette résiliation. Elle prend effet pour les agents à compter du premier jour du deuxième mois suivant la fin de la convention.

Article 8 : Modification

Toute modification de la présente convention d'adhésion doit faire l'objet d'un avenant, sauf exception prévue dans la convention de participation. En effet, en cas de modification de la convention de participation et de ses annexes, le CIG notifie à la Collectivité les changements à intervenir.

Article 9 : Litiges

En cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la convention d'adhésion, les parties s'engagent à rechercher toute voie amiable de règlement. A défaut, le Tribunal administratif du ressort territorial de la Collectivité est compétent.



Etabli en trois exemplaires originaux,

Pour la Collectivité
Pour l'Opérateur

Pour le CIG

Annexe 2 : Convention de mutualisation avec le CIG de la Grande couronne au titre de la complémentaire santé

COLLECTIVITE DE REGION-ILE-DE FRANCE

CONVENTION DE MUTUALISATION RELATIVE A LA CONVENTION DE PARTICIPATION SANTE ET PREVOYANCE DU CENTRE INTERDEPARTEMENTAL DE GESTION DE LA GRANDE COURONNE

Entre les soussignés :

Le Centre Interdépartemental de Gestion de la Grande Couronne de la région d'Ile-de-France, dont le siège est situé 15, rue Boileau - 78008 VERSAILLES, représenté par son Président, habilité à signer la présente convention en vertu de l'autorisation donnée par le Conseil d'Administration suivant par délibération du 07 juillet 2023, ci-après intitulé « le Centre de Gestion »,

D'une part,

La Région Ile-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil - 93400 SAINT OUEN, représentée par la Présidente, Madame Valérie Pécresse habilitée à signer la présente convention en vertu de l'autorisation donnée par le conseil régional par délibération N° CP 2023-358 du 21 septembre 2023 ci-après désignée « la Collectivité »,

D'autre part,

IL A ETE PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT :

La compétence des centres de gestion en matière de protection sociale complémentaire est fixée par l'article 25 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, qui a été successivement modifié par la loi n°2007-209 du 19 février 2007 relative à la fonction publique territoriale, puis par la loi n°2009-972 du 19 août 2007 relative à la mobilité.

Le décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011 a fixé une procédure spécifique de mise en concurrence pour la mise en place de convention de participation qui permet de sélectionner des contrats ou des règlements en fonction de la solidarité qu'ils garantissent à leurs bénéficiaires, conformément à l'article 22 bis de la loi du 13 juillet 1983 « droits et obligations des fonctionnaires », procédure définie au chapitre II du décret.

Ainsi en conformité avec les articles L827-1 à L827-12 du code général de la fonction publique qui dispose que les centres de gestion ne peuvent conclure de convention de participation que sur demande des collectivités, le CIG grande couronne, après avoir reçu mandat de celles-ci, a lancé la procédure de convention de participation relative au risque Santé conformément au décret du 8 novembre 2011. Les collectivités et établissements publics ayant préalablement mandaté le CIG peuvent adhérer à cette convention de participation sur délibération de leur organe délibérant, après consultation de leur Comité Technique.

→ En cas d'adhésion uniquement à la convention de participation Prévoyance :

Dans le cadre de cette procédure, le CIG a souscrit une convention de participation pour le risque prévoyance pour une durée de six (6) ans prenant effet le 1er janvier 2024 pour se terminer au 31 décembre 2029. Avec une possibilité de prorogation d'une année conformément à l'article 19 du décret n° 2011-1474.

→ En cas d'adhésion uniquement à la convention de participation Santé :

Dans le cadre de cette procédure, le CIG a souscrit une convention de participation pour le risque santé pour une durée de six (6) ans prenant effet le 1er janvier 2024 pour se terminer au 31 décembre 2029. Avec une possibilité de prorogation d'une année conformément à l'article 19 du décret n° 2011-1474.

CECI EXPOSE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIIT :

Article 1 :

Par la présente convention, la Collectivité participe à la mutualisation de la convention de participation souscrite par le Centre de Gestion, qui permet à ses agents de bénéficier des garanties du **risque prévoyance** dont les risques liés à l'incapacité de travail, l'invalidité ou le décès ainsi que du **risque santé** c'est-à-dire les risques d'atteinte à l'intégrité physique de la personne et la maternité. → *En fonction du ou des risques souscrit(s).*

Le Centre de Gestion intervient dans les conditions particulières définies par la présente convention, conformément aux dispositions des articles 26 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée, L827-1 à L827-12 du code général de la fonction publique et du décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011.

Article 2 :

L'adhésion à la convention de participation ouvre droit à l'intervention du Centre de Gestion sur les missions suivantes :

1 – Suivi des conventions de participation

- Conseils par téléphone dans la mise en œuvre de la convention de participation ;
- Accompagnement dans la communication auprès des agents
- Vérification des comptes de résultats (chargements, provisions, etc.),
- Aide aux relations avec le prestataire : négociations en cas d'augmentation des cotisations pendant le déroulement du contrat, médiation en cas de difficulté avec les prestataires,
- Garant des prestations financières et de gestion définies dans le cahier des charges.

2 – Prestations complémentaires au suivi de la convention de participation

2 – 1 Prestations accessoires

- Aide à l'analyse de statistiques et présentation des comptes de résultats,
- Support technique (fournitures de statistiques synthétiques ou analytiques à la demande, ...),
- Fourniture d'éléments nécessaires à la réalisation du Rapport Social Unique (RSU).

2 - 2 Assistance sur les dossiers en vue de la remise en concurrence de la convention de participation intervenant tous les six ans

- Organisation des procédures de publicité et de mise en concurrence, conformément à la réglementation en vigueur,
- Elaboration du cahier des charges,
- Aide à la décision pour le choix du prestataire. Le Centre de Gestion, dans sa mission d'aide et de conseil, propose le meilleur prestataire à la Collectivité.

Dans le cadre de la remise en concurrence de la convention de participation, **la Collectivité** s'engage à fournir au Centre de Gestion toute information qu'il juge utile pour l'accomplissement de sa mission.

Article 3 :

La présente convention prend effet à la date de sa signature et s'achève le 31 décembre 2029. Avec une possibilité de prorogation d'une année si la convention de participation est prorogée conformément à l'article 19 du décret n° 2011-1474. Elle peut être dénoncée en même temps que la convention d'adhésion, selon les modalités prévues par cette même convention d'adhésion, par la Collectivité et le Centre Interdépartemental de Gestion, moyennant un préavis de six (6) mois par lettre recommandée.

Article 4

La Collectivité participe à la mutualisation des frais d'intervention du Centre de Gestion. La contribution annuelle est fixée forfaitairement en fonction de la strate des collectivités :

→ *En cas d'adhésion sur les deux risques (Prévoyance et Santé) :*

- 3 200 € pour l'adhésion aux deux conventions (prévoyance et santé), pour une collectivité de + de 2 000 agents.

Le recouvrement de cette participation est assuré annuellement par le Centre de Gestion, dans le courant du premier semestre de chaque année.

Le règlement interviendra par mandat administratif dont le montant est versé auprès du compte suivant :

Le Payeur Départemental des Yvelines
B.D.F. Versailles – 30001 – 00866 - C 785 0000000 – 67

Article 5

En cas de litige survenant entre les parties, à l'occasion de l'exécution de la présente convention, compétence sera donnée au tribunal administratif de Versailles.

Article 6

→ *A ne mentionner qu'en cas d'adhésion sur les deux risques (Prévoyance et Santé) :*

Dans le cas où la collectivité était déjà liée au Centre de Gestion de la Grande Couronne par la convention de mutualisation pour l'un ou l'autre des deux risques (santé ou prévoyance), la présente convention annule et remplace la précédente.

Fait en deux exemplaires

A Versailles, le.....

A Saint-Ouen, le

Pour le Centre de Gestion

Pour la Région Ile de France

Le Président,

La Présidente du Conseil Régional
Valérie PECRESSE